La Libre

Les tactiques des trolls russes doivent nous préoccuper

Une recherche publiée par le gouvernement britannique, en mai 2022, a révélé que la Russie a élargi son armée de robots et de trolls depuis l'invasion de l'Ukraine le 24 février 2022. Nous avons pu établir leurs stratégies et repérer leurs erreurs, mais il faut désormais agir contre eux.

Contribution externe

Publié le 24-11-2022 à 12h06 - Mis à jour le 24-11-2022 à 16h41



Une carte blanche de Péter Krekó, Csaba Molnar et Lóránt Győri du Political Capital Institute, Budapest.

Les armées de trolls sont devenues des éléments clés du manuel de désinformation du Kremlin. Ils se manifestent pour la première fois en 2016, lorsque l'Agence de recherche sur Internet du confident de Poutine, Evgueni Prigojine, a employé des milliers de

personnes dans une "ferme à trolls" de Saint-Pétersbourg pour intervenir dans des élections clés, y compris la course à la présidentielle américaine entre Donald Trump et Hillary Clinton. Maintenant, ils existent – à une échelle tout à fait différente – dans le cadre de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, et moins évidents en apparence après le blocage géographique des principaux médias de désinformation, Spoutnik et RT, et la diffusion de leurs contenus sur les plus grandes plateformes de médias sociaux du monde, Twitter, Facebook et YouTube.

Une recherche publiée par le gouvernement britannique, en mai 2022, a révélé que la Russie a élargi son armée de robots et de trolls depuis l'invasion de l'Ukraine le 24 février 2022. Une nouvelle armée de trolls, liée à Prigojine, le fondateur du groupe mercenaire russe Wagner, est entrée sur le théâtre de guerre, a-t-il averti. En plus de cibler les principaux médias ou politiciens, tels que le Premier ministre britannique de l'époque, Boris Johnson, et le chancelier allemand Olaf Scholz, l'activité des trolls s'est concentrée sur la manipulation de l'opinion publique en injectant des messages de désinformation dans les sections de commentaires de diverses plateformes de médias sociaux (Facebook, Twitter, TikTok, Telegram). Des chercheurs de Meta ont prouvé en août que les trolls de guerre du "Cyber Front Z" sont liés à l'usine à trolls dirigée par Prigojine, et une étude, publiée le 6 novembre, a révélé que les comptes de médias sociaux qui "hibernaient", et autrefois liés à l'IRA, étaient à nouveau actifs pour attaquer la gestion de la crise ukrainienne par le président Biden avant les élections de mi-mandat.

Les tactiques des trolls...

En utilisant une combinaison d'exploration de textes basée sur des algorithmes et d'analyse qualitative, la recherche de notre groupe de réflexion Political Capital a suivi et analysé l'activation des comptes de trolls et leurs stratégies de diffusion à la suite de l'invasion de l'Ukraine dans les pays du V4 (la Hongrie, la Pologne, la Tchéquie et la Slovaquie), en Allemagne, en Italie et en Roumanie. L'utilisation répétée de photos d'archives et les modèles de publication spécifiques consistant à republier le même commentaire mot pour mot dans des fils de discussion sur Facebook ont révélé leurs modèles de comportements inauthentiques. Notre équipe a examiné des textes répétitifs d'au moins 5 mots et qui ont été publiés au moins 200 fois sur les canaux de médias sociaux, et a mis au jour une série de résultats. Tout d'abord, dans notre étude des pays du V4, nous avons révélé qu'il existe des différences notables propres à chaque pays dans les activités et les récits dans les différents pays. En Hongrie et en République tchèque, par exemple, nous avons détecté un grand nombre de messages comparables alignés sur des récits pro-Kremlin. Sur les cinq récits diffusés dans les deux pays, trois portaient sur (1) l'Ukraine commettant un génocide dans le Donbass, sur (2) la prise de contrôle de

l'Ukraine par les néonazis ou sur (3) l'Ukraine n'étant pas un véritable État. En Pologne, cependant, de telles tactiques ne fonctionneraient pas, en raison du ressentiment généralisé dans le pays à l'égard de la Russie. En tant que tels, les messages tentaient de souligner l'insécurité géopolitique en suggérant que le parti au pouvoir, le PiS, avait mal géré les efforts de sécurité nationale, tandis que la coopération de l'Otan pourrait entraîner la Pologne dans la guerre. En Allemagne, les efforts des trolls se sont concentrés sur l'amplification d'un sentiment de culpabilité dans l'opinion publique allemande. Le récit principal cherchait également à réinterpréter la guerre comme un conflit entre la Russie et l'Occident (États-Unis et Otan), en mettant l'accent sur les violations présumées par l'Occident des promesses qu'il avait faites à l'Union soviétique et à la Russie en ce qui concerne l'élargissement de l'Otan.

Deuxièmement, nous avons découvert que beaucoup de fausses histoires commençaient depuis Moscou. Trois messages qui sont répétés par les trolls en Hongrie ont été facilement identifiés comme tels. Il s'agissait notamment de : "L'Ukraine n'existe pas" ; "Le nouvel ordre mondial dictatorial de l'Otan" ; et les "huit dernières années de génocide dans le Donbass". Parmi ceux-ci, le premier a émergé d'une organisation liée à l'oligarque ukrainien pro-Poutine Viktor Medvedchuk, indiquant la source de l'information comme "l'agence de presse" des séparatistes. Une enquête de l'AFP a révélé que le même récit a circulé en grec, allemand, anglais et bulgare.

Le flux de messages du Kremlin a également augmenté, dans certaines régions. Notre enquête a détecté de la désinformation du Kremlin dans des médias populaires, notamment RTL, RTL aktuell, Sat1 et ZDF heute, qui bénéficient d'un large public dans leurs pays respectifs. Ils ont également réussi à se frayer un chemin jusqu'aux administrations politiques de certains pays. Par exemple, des articles d'opinion des grands médias pro-gouvernementaux en Hongrie ont fait écho à la fausse affirmation d'un "génocide" ou d'un "ethnocide" commis contre la minorité russe ou hongroise – faisant référence à un conflit diplomatique de longue date sur les droits linguistiques des minorités entre Kiev et Budapest. Alors que les libéraux de l'AfD allemand, des sociaux-démocrates roumains, de Robert Fico en Slovaquie et du parti Tricolor en République tchèque ont également donné de l'oxygène aux récits du Kremlin.

... et leurs erreurs

En fin de compte, cependant, nos efforts pour identifier l'activité des trolls découlaient de leurs erreurs. Par exemple, dans plusieurs cas, nous avons constaté que les soi-disant utilisateurs slovaques de Facebook commentaient les pages Facebook tchèques en hongrois, et les profils italiens commentaient les pages Facebook colombiennes dans leur

propre langue, etc. Les profils qui diffusaient en parallèle des récits ouvertement pro et anti-Kremlin étaient encore plus révélateurs. Ces erreurs suggèrent que la source russe derrière ces profils a oublié de changer de compte avant de passer dans une autre juridiction. Nous avons également constaté que les profils fakes et volés étaient les plus fréquents dans la diffusion de ces récits.

Ce que doit faire l'Union

L'ampleur de l'activité des trolls russes en Europe devrait préoccuper les dirigeants politiques et les citoyens au sens large. Les opérations d'influence en ligne non authentiques sont faciles à fabriquer et peu coûteuses à exécuter.

Il est donc impératif que l'UE adopte une législation appropriée – au-delà de sa législation sur les services numériques – et développe des capacités techniques afin de mieux reconnaître les comportements en ligne inauthentiques. La solution miracle ultime réside dans les entreprises de médias sociaux elles-mêmes et leur appétit pour lutter contre les réseaux inauthentiques de manière transparente. Les législateurs européens devraient accorder la plus haute priorité à ce que ces plateformes se conforment, rapidement, aux demandes de lutte contre la désinformation et, en outre, introduisent leurs propres outils pour empêcher la propagation des activités de trolls.

Copyright © La Libre.be 1996-2022 lpm sa - IPM | Ce site est protégé par le droit d'auteur | Rue des Francs 79, 1040 Bruxelles | Tel +32 (0)2 744 44 44 | N° d'entreprise BE 0403.508.716